



Juriste - CDI (4/5^{ème})

Le Collectif national droits de l'homme Romeurope recrute un·e juriste :

- Contrat à durée indéterminée (CDI à temps partiel, 80%, soit 4/5^{ème})
- Date de prise de poste souhaitée : 28 septembre 2026
- Poste basé au siège du CNDH Romeurope : 59 rue de l'Ourcq 75019 Paris
- Offre publiée le 29 juillet 2026
- Réponse souhaitée avant le 15 août 2026
- Entretiens à prévoir entre le 31 août et le 11 septembre

Qui sommes-nous ?

Le CNDH Romeurope regroupe environ 50 associations, collectifs et comités de soutien intervenant en France auprès des habitants des lieux de vie informels (bidonvilles, campements, squats, etc.)

Le CNDH Romeurope défend les droits fondamentaux et l'égal accès aux droits communs des personnes en situation de précarité sociale et administrative.

Fondé pour répondre aux atteintes aux droits dont sont victimes les ressortissant·es européen·es Roms ou désigné·es comme tel·les, aujourd'hui notre collectif lutte aujourd'hui de manière générale contre le racisme, les discriminations et tout particulièrement l'antitsiganisme.

Le CNDH Romeurope regroupe des associations, des collectifs et comités de soutien intervenant en France auprès et/ou en soutien des habitant·es des lieux de vie informels (bidonvilles, campements, squats, etc.)

La coordination du collectif a pour objectif d'appuyer leurs actions et de porter des positionnements communs auprès des pouvoirs publics et des collectivités locales.

Pour ce faire, le travail de l'équipe de coordination – en lien avec le Conseil d'administration et les membres – s'articule autour de trois axes :

- L'animation du réseau

- Le travail d'observatoire, de collecte de données sur les violations des droits fondamentaux des personnes vivant en bidonvilles et squats mais également sur les projets vertueux et les bonnes pratiques
- Le plaidoyer auprès d'acteurs divers pour le respect des droits fondamentaux et l'accès au droit commun pour les habitant·es vivant dans des lieux de vie informels

En plus de la personne juriste, l'équipe actuelle est composée d'une déléguée générale et d'une chargée de mission sur l'observatoire des expulsions.

L'observatoire des expulsions des lieux de vie informels

L'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels (ODE) est un projet inter-associatif créé en 2018, réunissant des associations nationales et locales engagées dans la défense des droits fondamentaux des personnes vivant en habitat précaire (bidonvilles, squats, campements, véhicules etc.).

L'ODE a pour objectifs de :

- documenter de manière rigoureuse et continue les expulsions de lieux de vie informels sur l'ensemble du territoire ;
- produire des analyses quantitatives et qualitatives fondées sur des données consolidées et vérifiées ;
- rendre visibles les conséquences humaines, sociales et juridiques des expulsions ;
- outiller les acteur·ices de terrain, les institutions ;
- alimenter le débat public à travers des rapports, notes d'analyse et travaux de recherche ;
- porter un plaidoyer pour faire évoluer les politiques publiques.

Son fonctionnement repose sur un travail interassociatif, associant un réseau étendu de contributeur·ices (associations, collectifs, professionnel·les, chercheur·ses), qui alimentent la base de données de l'ODE et participent à sa consolidation.

Missions du poste

Sous la responsabilité du/de la délégué·e général·e, le/la juriste est en charge des missions suivantes :

Animation de réseau – volet juridique (30%)

Soutien aux membres du collectif

- Réaliser et diffuser des outils en matière de résorption des lieux de vie informels et d'accès aux droits de leurs habitant·es, centraliser l'existant, en s'inscrivant dans une dynamique partenariale
- Identifier, suivre et analyser des problématiques, évolutions juridiques et bonnes pratiques sur l'accès aux droits des personnes vivant en habitat informel

- Appuyer les membres dans les procédures juridiques liées aux expulsions (questions juridiques, stratégies juridiques locales à construire, saisines de la Défenseure des Droits, etc.)
- Porter les projets et formations en matière de droit au séjour des citoyen·nes européen·nes
- Appuyer à l'élaboration de journées d'échanges thématiques

Plaidoyer

- Contribuer aux thématiques de plaidoyers en lien avec les besoins des membres et décision de la coordination et du Conseil d'administration.
- Contribuer à des groupes de travail thématiques avec des partenaires associatifs, représentants de l'Etat, de collectivités.

Activités de communication interne et externe

- Assurer la communication sur les thématiques traitées auprès des membres et sur les supports de communication externes (site internet, réseaux sociaux)
- Participer à la vie de l'association : événements, vie associative, appui à la rédaction de rapports, etc.

Observatoire des expulsions des lieux de vie informels (50%)

Sous la supervision du/de la coordinateur·ice de l'observatoire des expulsions, appuyer l'[Observatoire des expulsions](#) :

- Construire, organiser et dispenser des formations juridiques, à Paris et en région auprès d'acteurs divers (associations, collectivités, organismes sociaux etc.) autour des questions d'accès aux droits des personnes vivant en habitat informel, et du cadre juridique des expulsions
- Développer et élaborer des outils destinés aux contributeur·ices permettant d'affiner leurs connaissances en matière de droits des personnes concernées, et de faciliter la remontée d'informations
- Appuyer à l'élaboration de supports de communication et appuyer la communication auprès des contributeur·ices
- Appuyer à la réflexion et la rédaction du rapport
- Participer aux COPIL organisés
- Participer à des groupes de travail sur les expulsions (ex : réseau DOTS)
- Appuyer à la collecte et la consolidation de données et au développement méthodologique de la collecte, en particulier sur les aspects liés aux questions juridiques (recueil des actes administratifs, décisions de justice, etc.)
- Participer au travail de plaidoyer dans ses aspects juridiques

Profil recherché

- Un minimum de 3 ans d'expérience en tant que juriste
- Connaissance appuyée sur la thématique du mal logement (sans-abrisme, bidonville et squat) et du droit au séjour des citoyen·nes européen·nes

- Expérience significative en animation de réseau : capacité à nouer des partenariats et dialoguer avec des interlocuteurs très divers (bénévoles, salariés associatifs, élu-es, décideurs publics, chercheurs...)
- Connaissance du milieu associatif et institutionnel en France
- Excellentes capacités rédactionnelles et de synthèse
- Maîtrise des outils informatiques essentielle
- Personne dynamique, polyvalente et qui apprécie le travail en équipe
- Forte capacité organisationnelle, d'autonomie, d'adaptation, de prise d'initiative
- Engagement sur les principes et le travail du CNDH Romeurope

Conditions particulières

- Contrat à durée indéterminée (CDI) à temps partiel (80%)
- Rémunération brute annuelle de 23 000 à 26 000 euros bruts annuels selon expérience
- Frais de transport pris en charge à 50% sur justificatif
- Tickets restaurant de 9€ par jour travaillé, pris en charge à 60%
- Complémentaire santé (« mutuelle ») prise en charge à 50%
- Poste basé au siège du CNDH Romeurope (59 rue de l'Ourcq 75019 Paris) et en télétravail (deux jours maximum par semaine)
- Des déplacements en France sont à prévoir
- Disponibilité ponctuelle le soir ou le weekend pour participer à des réunions, formations etc.

Pour postuler, adresser une lettre de motivation et un CV incluant deux références par email à presidence@romeurope.org avec dans l'objet « Recrutement juriste ».

Une lettre de recommandation sera appréciée ainsi que des précisions sur la durée de votre préavis si vous êtes en poste / votre disponibilité pour démarrer.

Aucune candidature ne sera traitée par téléphone.